

des hameaux, où ils exerçaient une influence due au respect qu'inspirait leur caractère sacré, et mérité généralement par la moralité de leur conduite. On a beaucoup dit que les curés de campagne avaient appelé de tous leurs vœux et favorisé de tous leurs efforts la Révolution française. Cette opinion énoncée d'une manière absolue, renferme, à côté d'une vérité, une grande erreur. La vérité, c'est qu'au moment où la nécessité d'un changement dans nos antiques institutions parut évidente, nul n'accueillit et ne propagea les idées nouvelles avec plus de zèle que les membres des ordres privilégiés; le clergé suivit en cela l'exemple de ce qu'il y avait de plus grand et de plus noble parmi ses contemporains, et, dans le clergé, les curés de campagne désirèrent plus ardemment que tous les autres la suppression d'un mal qu'ils voyaient de plus près. Enfant et ami du peuple, le curé connaissait ses besoins; il savait combien la taille, combien les impositions de guerre étaient lourdes à porter, il voyait la dureté des traitants, l'infortune des collecteurs d'impôts; il sentait une à une les misères matérielles et morales qu'entraînait après elle cette inégalité qui n'existait presque plus qu'en apparence, mais dont le fantôme poursuivait inexorablement ses fières victimes. Aussi déplorait-il la perpétuité des droits féodaux qui exaspéraient les populations, moins encore par la difficulté de les acquitter que par l'idée de soumission qu'ils portaient avec eux, et qui, pour les seigneurs, devenaient nuisibles au lieu d'utiles, puisqu'ils leur coûtaient plus de haine qu'ils ne leur rapportaient d'argent. Lui aussi, le curé était un privilégié, mais ce n'était pas à lui qu'on en voulait; ses revenus ne dépassaient guère ses besoins; quand il avait un peu de superflu, les pauvres ne s'en plaignaient pas. D'ailleurs la meilleure preuve que les habitants des campagnes ne regrettaient pas la part de dîme qui revenait à leurs curés, c'est que les lois et le temps n'en